

Arguments pour la lutte sociale n° 62 du 27 novembre 2016

Fidel Castro Ruiz

La mort de Fidel Castro, à 90 ans, réveille bien des souvenirs car il était le dernier grand personnage du XX^e siècle encore en vie. Écartons d'emblée les commentaires officiels, médiatiques et diplomatiques, qu'il s'agisse d'éloges, de blâmes ou des deux à la fois : tous sont hypocrites. Dans les masses populaires de toute l'Amérique que l'on appelle latine et que l'on pourrait appeler indo-négro-latine, et dans de larges couches militantes du monde entier, deux types de sentiments sont présents, et il arrive que leurs tenants s'invectivent : on parle de la mort d'un grand révolutionnaire ou de celle d'un petit tyran. Ces deux types de réactions se comprennent et résument les tragédies du XX^e siècle.

Fidel Castro fut d'abord, jeune avocat issu de la classe dominante cubaine, un démocrate et un nationaliste radical, qui, à partir du coup d'État et de l'annulation des élections de 1952 par le dictateur Batista, passe à la lutte armée et combine héroïsme et fiascos militaires. Son groupe initial de combattants provient des jeunesses étudiantes du Parti orthodoxe, large parti nationaliste et inter-classiste cubain. On connaît les péripéties qui, de la caserne de la Moncada en passant par le procès, l'amnistie et le débarquement du Granma, conduisent un groupe de fuyards traqués dans la Sierra Maestra, où ils ont le soutien d'une paysannerie opprimée mais retranchée.

Le régime discrédité de Batista, paillason et bordel des États-Unis, s'effondre, malgré le soutien que lui apporte jusqu'à mi-1958 le puissant parti stalinien cubain, le PSP. A ce moment-là, l'incapacité du régime à écraser la fort petite guérilla de la Sierra Maestra produit un effondrement politique général et le mouvement lancé par la guérilla, le M26, recrute dans la grande ville de la Havane où ses groupes préparent la grève générale et contraignent le PSP à tourner.

La victoire des 300 hommes de Che Guevara à Santa Clara précipite la fuite de Batista et la formation d'un gouvernement nationaliste et démocratique largement soutenu par ouvriers et paysans mobilisés. Confrontés à l'hostilité montante des États-Unis, Castro, Guevara et Cienfuegos s'orientent vers la nationalisation des firmes impérialistes pour assurer l'indépendance nationale, tout en prenant soin de garder le contrôle du nouvel appareil d'État formé à partir du noyau des guérilleros, y compris à l'encontre de tout contrôle populaire direct. Le PSP et l'appareil stalinien mondial lui offrent leurs services, que Castro accepte (le PC cubain proprement dit, parti unique, résultera de la fusion du M26 et du PSP), au point de choisir de compter sur les missiles nucléaires de Khrouchtchev que celui-ci n'acheminera finalement pas - et heureusement pour Cuba ...

C'est alors une autre histoire. L'indépendance nationale acquise par rapport aux exploiters yankee sera chèrement préservée par un adossement croissant au « camp soviétique » qui ne considère Cuba que comme une monnaie d'échange, tandis que le nouveau régime ne se réduit que peu à peu à un État bureaucratique à parti unique, car le bonapartisme, initialement populaire, de Castro, le surplombe et assure son unité.

Ceci impliquait de fait le départ du second grand personnage (outre la disparition de Camilo Cienfuegos fin 1959), Ernesto Che Guevara, qui part tenter en vain de reconstituer de nouveaux foyers de guérilla au Congo puis en Bolivie.

Jusqu'à la fin des années 1980 le régime cubain, réagissant au blocus, et aux tentatives permanentes d'agressions US, se pose en poisson pilote d'un « camp soviétique » inquiet de ses foudrues et de ses initiatives, qui cherche en même temps à l'utiliser, contradictions à l'œuvre notamment en Afrique.

Les années 80 voient, si l'on peut dire, une normalisation bureaucratique du régime et de la société, avec la condamnation des ouvriers polonais soulevés en 1980, le conseil donné aux sandinistes nicaraguayens, deuxième guérilla victorieuse du continent, de ne pas s'en prendre aux intérêts capitalistes et de ne pas faire comme à Cuba en 1959, les persécutions contre les homosexuels marielitos, et les « procès de Moscou à la cubaine » contre un secteur de la vieille équipe autour du général Ochoa. L'exportation de la révolution, même sous la forme illusoire qu'avait tentée Che Guevara, est alors abandonnée depuis longtemps. Apprenons aux jeunes militants d'aujourd'hui qui l'ignorent que l'imagerie cubaine et guévarienne n'est adoptée qu'alors, et pas avant, par les PC occidentaux qui auparavant s'en méfiaient. Elle sera ensuite complétée par une série de « présidente » et de « commandante » qui n'ont mené à bien aucune expropriation de capitalistes et de propriétaires terriens comparables à ce qui s'était passé à Cuba en 1959, de Morales à Chavez ...

Cette suite fut très, très longue. Castro progressivement cède le pouvoir ... à son petit frère. L'économie reposait sur le commerce avec l'URSS jusqu'en 1991, puis elle passe par une crise très dure durant laquelle petit capital et affaires financières tenues par l'armée prospèrent : le capitalisme privé revient, sous la coupe de l'oligarchie dirigeante. La négation de la démocratie, le refus d'élections libres, sont justifiés par le blocus US et le danger de restauration capitaliste, alors qu'en réalité le capital profite de l'absence de démocratie pour se ré-emparer pratiquement de l'économie de la grande île, dont le niveau de vie contraste malgré tout avantageusement par rapport à sa voisine haïtienne et aux secteurs populaires de Saint-Domingue ou de la Jamaïque.

Récemment, l'entremise de Sergio Bergoglio a permis à Raoul Castro et Barack Obama d'amorcer la levée du blocus et la normalisation finale. Pour le peuple cubain, la mort du patriarche qui depuis longtemps connaissait son automne est ressentie à la fois comme une digue qui se rompt pour l'indépendance et la dignité nationales, et comme l'ouverture des possibles.

A Cuba comme ailleurs, l'avenir est au peuple qui s'organisera lui-même, sans dieux, sans Césars et sans tribuns suprêmes, fort de cette grande et forte histoire qui est avant tout la sienne bien avant d'être celle de quelque héros que ce soit.

Vive le peuple cubain !

Pour nous lire régulièrement, suivez notre site

<https://aplutsoc.wordpress.com/>

Remarques sur la situation politique en France

Fillon.

Le second tour de la « primaire de la droite » a amplement confirmé et amplifié le premier, et il ne pouvait en être autrement car, dès dimanche dernier, il était clair que la bourgeoisie, si l'on peut encore appeler ainsi les milieux capitalistes français qui, à vrai dire, ne méritent même plus ce nom, avait trouvé son homme et entrepris, grâce au « travail » de Hollande et Valls, sa recomposition politique pour passer à l'attaque contre l'ensemble de la société.

Rappelons les points centraux du programme de Fillon à réaliser « *par ordonnances en 100 jours* » :

- « accords d'entreprise » fixant le temps de travail hebdomadaire entre 35 et 48 heures sans hausse de salaire (c'est la logique de la loi El Khomri poussée à fond),
- retraite à 65 ans tout de suite,
- destruction de la Sécurité sociale en faisant assumer les frais de santé « ordinaires » par les complémentaires,
- réduction massive des impôts des riches et hausse massive de la TVA sur la consommation populaire,
- 500.000 fonctionnaires en moins, notamment parmi les enseignants,
- 39 heures dans la fonction publique y compris dans les hôpitaux en arnaquant les personnels des 35 heures qui n'ont jamais été réelles,
- achèvement des contre-réformes dans l'Éducation nationale par la nomination des professeurs par des chefs d'établissements patrons (et démagogie contre le « pédagogisme » alors que Fillon est le père du « socle commun » au collège !),
- contrôle présidentiel de l'enseignement de l'Histoire,
- achèvement de la régionalisation de l'enseignement professionnel public,
- association des « familles » à la gestion des écoles, collèges et lycées,
- augmentation massive du financement public de l'enseignement privé catholique,
- refus de l'adoption aux couples homosexuels,
- refus de tenir la libre disposition de leur corps par les femmes pour un droit fondamental,
- inscription dans la constitution de la limitation de l'immigration (dans l'esprit de ce que F. Hollande n'a finalement pu faire à propos de la nationalité ...),
- « *lien organique* » entre le pouvoir exécutif et les juges (supposé garantir leur indépendance!!!),
- sainte Alliance avec Poutine contre les Ukrainiens, les Syriens et tous les peuples,
- mise en œuvre des directives européennes (ces deux derniers points n'étant en rien contradictoires!).

En même temps les grandes manœuvres sont engagées dans le MEDEF pour soutenir un tel programme, tout en continuant à soutenir Hollande et Valls comme la corde les pendus, et assurer les changements de structure du MEDEF lui-même dans un « ordre social » qui sera celui des entreprises, et non des conventions collectives de branches - voir cet excellent article :

<http://alencontre.org/europe/france/france-le-medef-a-loree-dun-tremblement-de-terre-social.html>)

Ce programme ne découle pas d'une supposée méchanceté de Fillon : en se plaçant « sur la droite » du FN mais dans le cadre de l'UE et de l'euro, il détermine clairement les besoins d'un capitalisme français aux abois, en cours d'effondrement au plan industriel, et maintenant agricole, qui n'a pas suivi l'impérialisme allemand dans leur partenariat « européen », qui décroche et ne pourra pas durablement se reproduire par les seules vertus de l'État et de la présence militaire africaine. La crise globale du capital exige de hausser brutalement le taux de la plus-value, le taux d'exploitation, en France.

La crise politique du capital, qui n'est pas sûr d'y arriver, ainsi que la crise du MEDEF, se sont exprimées par le fait que Fillon n'était pas au départ leur choix évident et que celui-ci s'est imposé dans une atmosphère de panique politique engrangeant les leçons du Brexit et des présidentielles nord-américaines. Le réalignement géopolitique en cours, intégrant la crise de l'impérialisme nord-américain, est réel : oui, Fillon applique la ligne décidée par l'UE, mais non, Fillon ne fait pas qu'appliquer la ligne décidée par l'UE, il intègre le fait que cette ligne n'est désormais applicable que dans le cadre d'une Sainte Alliance avec Poutine et par des mesures énergiques du capital français contre « sa » propre classe ouvrière, seules à même de lui redonner un espace, par ailleurs illusoire, envers les impérialismes nord-américain et allemand qui le prennent en sandwich.

Affrontement social il y aura.

Dans la mesure où le programme de Fillon, quelles que soient les éventuelles péripéties encore possibles, est de fait le programme du capital en France, puisque Fillon a condensé ce programme du capital, la perspective est celle de l'affrontement social sans représentation politique du côté du salariat et de la jeunesse, et la réalité de cette perspective surplombe, domine et peut écraser la donnée « élections présidentielles ».

Fillon exprime lui-même ceci ainsi :

« Les organisations syndicales n'ont plus la force pour accomplir les blocages dont elles menacent. Personne ne peut vraiment dire que le pays était bloqué avec la loi El Khomri ! » (discours le 5 septembre devant des associations « libérales »).

Il répondait en quelque sorte à l'avance à Philippe Martinez qui annonce que « *la mobilisation sera d'actualité* » en cas de victoire de la droite, ce qui vaut sans doute mieux que s'il disait le contraire, mais qui ne répond pas au défi posé par Fillon.

Ce qui permet l'arrogance de Fillon sur ce point, ce n'est pas la faiblesse des mobilisations en soi. Dans le mouvement contre la loi El Khomri (que Fillon soutient de facto et compte garder et utiliser à fond), les forces ouvrières et syndicales traditionnelles ne sont pas parvenues à faire sauter le verrou pourtant parfois fragile des directions syndicales nationales qui n'ont pas voulu détruire le gouvernement Hollande-Valls, ce qui aurait été possible en poussant un peu le bouchon de la grève totale fin mars, et à plusieurs reprises ensuite.

Ces forces « traditionnelles » sont indispensables, mais non suffisantes : ce sont en gros le million de manifestants du 14 juin. Une levée en masse des exploités et des

opprimés réclame en plus la masse de la jeunesse et la masse des travailleurs des PME et des TPE.

Ces deux secteurs ont bel et bien commencé à s'ébranler en mars 2016, contribuant à « lancer » le mouvement, avec la journée du 9 mars qui faisait sauter le cadre « unitaire » national mis en place fin février avec la CFDT pour ne pas dire « retrait ». La jeunesse n'a pas déferlé, mais des couches de la jeunesse sont en pleine recherche. Les grèves dans les PME forment toujours une sorte de trame de fond, inaudible nationalement, très présente localement, partout.

Le point qui permet l'arrogance de Fillon est celui qui empêche jusqu'à présent un mouvement conjuguant ces trois composantes : couches syndiquées traditionnelles portant essentiellement la CGT, la CGT-FO et la FSU, jeunesse scolarisée mais aussi précaire et ouvrière, et travailleurs des PME et TPE. Cette conjugaison serait de fait la grève générale, posant la question du pouvoir et de l'État. C'est ce qui se dessinait parfois ce printemps, mais par rapport à quoi le mouvement de ce printemps n'aura été qu'une amorce gentille.

L'importante accumulation de défaites partielles n'a pas pour conséquence qu'une lutte défensive de masse ne puisse plus se transformer en une telle offensive générale, dans la mesure où l'application rapide du programme à la Fillon déclencherait cette lutte défensive, d'où, au fond, les discussions virulentes en cours au sein du MEDEF.

La question d'un parti.

Mais cette éventualité dépend à son tour d'une condition politique : celle de la représentation politique de ces secteurs, actuellement non représentés.

C'est la question d'un parti. A savoir un vrai parti, pas un parti comme les partis existants, mais pas non plus un machin « anti-parti » censé représenter directement « les citoyens ». Un parti, c'est un cadre reposant sur un programme large, à savoir un programme qui n'est pas un instrument d'identification et de délimitation, mais de regroupement, sur la base des besoins fondamentaux que tous ceux qu'ils concernent connaissent ; et c'est un cadre reconnaissant les courants et tendances, non pas les écuries ou les factions, mais les courants d'idées et d'orientation - des gauchistes, des centristes, des droitiers, ou si vous préférez des radicaux, des réalistes et des modérées, la discussion publique permanente dans le dialogue avec les masses dégageant les mots d'ordre et décisions d'action. Un parti, c'est donc une représentation politique démocratique des exploités et opprimés, contrôlé par les adhérents.

Il est aujourd'hui important de batailler sur cette idée de parti, sans prétendre qu'il existe ni que l'on en serait l'embryon, mais comme la réponse à un besoin concret. Il y a en effet déjà une sorte de bataille préventive *contre* l'idée même de parti et les choses s'accroissent en la matière.

D'un côté, on assiste à la liquidation-putréfaction des « vieux » partis issus du mouvement ouvrier.

La mort du PS, tué par le gouvernement Hollande-Valls et déjà mal en point auparavant, est en cours : il ne permet plus la réélection des élus, son aile droite par

survie le quitte, et Christian Paul le « frondeur » vient de déclarer que le PS ne survivra pas à la présidentielle, seule la primaire maintenant pour l'instant son existence.

Le PCF vient de choisir, par le vote de ses adhérents à 53%, d'appeler à voter J-L Mélenchon : les circonstances de ce choix et sa petitesse expriment le fait que de toute façon, qu'il appelle ou pas à voter pour lui, ceci n'avait plus d'impact et de sens - cela n'en a que pour ceux de ses militants honnêtes qui veulent, justement, un parti ou voir encore en lui ce parti. Le PCF devient un élément neutre, transparent, sans poids, de la situation.

De l'autre côté, on assiste à la mise sur orbite de « mouvements » qui veulent être tout sauf des partis, à commencer par la « France insoumise » (sic), sorte de synthèse du RPF gaulliste de 1947 et de Désir d'Avenir de S. Royal, internet en plus, reposant sur le rapport direct entre « le citoyen » et le chef. La « FI » a mangé le PG cependant que, à plus petite échelle, la scission du POI, la décomposition du NPA engagé dans des fronts communs avec des islamistes et des cléricaux, et celle de « Ensemble ! » qui réussit à combiner en vase clos tous ces traits (allégeance au chef J-L. Mélenchon, inutilité de type PCF, décomposition de type NPA), enfin la fossilisation de LO, complètent le tableau.

Une bataille politique sur ce que devrait être un véritable parti, contre la forme prise par les vieux partis et les fausses formes nouvelles censées les « dépasser », est aujourd'hui nécessaire, non par souci théorique, mais parce que ceci est un besoin pour les affrontements sociaux qui vont, de toute façon, se produire, à l'initiative du capital en fin de compte.

La question Mélenchon.

Dans la présidentielle, cette situation exclut de choisir un candidat maintenant. Voter Mélenchon ne saurait être ni exclu ni décidé maintenant, à la différence de 2011 où une dynamique unitaire existait. Aujourd'hui celle-ci est absente et la force potentielle de sa candidature ne repose que sur les restes du capital de 2012 dont J-L Mélenchon n'est cependant pas le propriétaire, et sur le sentiment d'une impasse dans laquelle à cette étape il est le seul candidat, sinon éligible, du moins sérieux et consistant, à n'être ni de droite ni gouvernemental.

Mais toute son orientation fondamentale depuis 2013 contredit ce besoin de débouché politique :

- automne 2013, il rompt avec la classe ouvrière en Bretagne lors de la première mobilisation sociale de grande ampleur contre Hollande, et plus grande vague de grèves industrielles à ce jour en France depuis des années,

- aux élections municipales, européennes et régionales, il impulse des alliances avec EELV, à savoir le principal auteur des contre-réformes à l'école qu'est M. Meyrieux en région Rhône-Alpes, et une coalition à Grenoble qui, élue, va engager la politique d'austérité qu'aurait engagé toute municipalité « normale », cela au nom de l'endettement municipal, excluant tout appel à la résistance, et affrontant les syndicats de fonctionnaires territoriaux ; dans ces alliances le courant de J-L Mélenchon et lui-même soutiennent de fait réforme territoriale et réforme du collège, quelles que soient leurs déclarations « laïques » par ailleurs,

- au plan international, les traits bonapartistes, tels que le soutien à toutes les interventions françaises en Afrique y compris celle de Sarkozy en Libye, étaient déjà un fait, mais celui-ci pouvait être interprété comme le défaut d'une orientation de « gauche réformatrice » tentant dans l'ensemble d'aller vers une alternative démocratique en Europe ; après la faillite de Syriza en Grèce, et surtout le choix de se ranger aux côtés de Poutine contre la nation ukrainienne et aux côtés de El Assad contre la nation syrienne, il n'en est plus ainsi. Maintenant par ailleurs le cadre d'une UE « réformatrice », les orientations de politique internationale de J-L Mélenchon sont singulièrement similaires à celles de F. Fillon.

La méthode de la « France insoumise » vient couronner le tout : les partis, les courants, tout ce qui fait la saisie démocratique de son propre mouvement par le monde du travail, sont interdits, niés, par un projet et une machinerie bonapartiste qui racontent qu'elles aboliront la V^e République si le chef est élu et au moyen d'une constituante dont les membres sont préalablement labellisés par le chef, dès maintenant !!

Certaines piques du candidat J-L Mélenchon contre le « *trotskysme des années 70* » et sa récente attaque, d'une incroyable violence, contre les guérilleros argentins affiliés à la IV^e Internationale-Secrétariat Unifié dans les années 1970, sont des messages pour initiés dont le sens est parfaitement clair : quiconque critique les Bonaparte de gauche latino-américains, les Chavez et les Morales, doit être insulté, calomnié, traité d'agent de la CIA, etc. De ce point de vue la réaction des anciens du Secrétariat Unifié de l'époque est justifiée :

<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/191116/nous-nacceptons-pas-de-voir-notre-passe-commun-insulte-par-jean-luc-melench>

Or, Chavez comme Morales ont convoqué des constituantes octroyées, qui n'étaient pas de vraies constituantes révolutionnaires puisque le pouvoir d'État restait situé **ailleurs**, et ni l'un ni l'autre n'ont touché en fin de compte au capitalisme ni même aux formes traditionnelles de l'État.

Remarquons que les présentes critiques faites à l'orientation et à la nature politique de la campagne présente de J-L Mélenchon sont sans rapports, même elles peuvent se recouper avec les sentiments légitimes des militants quel qu'ait été leur vote interne, avec les positions du PCF. Le syndrome d'inexistence de ce dernier provient aussi de ce que l'héritage de ce qui fut dans ce pays le stalinisme n'est plus localisé seulement chez lui ...

Et ajoutons que c'est à cela justement que nous ramène la ligne développée par la plupart des adhérents et thuriféraires de la « France Insoumise », consistant à dénoncer toute critique comme un outrage à la personne du Chef ...

Ceux qui scandent que toute réserve sur Mélenchon nous voue au choix entre Marine Le Pen et François Fillon, reprenant sans même s'en rendre compte le discours de la contrainte « moi ou le FN » qui a été jusque là celui de la direction du PS et du gouvernement, ceux-là, quelle que soit l'angoisse que leur inspire leur bonne volonté, ne préparent que des défaites : ils confondent l'unité d'action contre l'adversaire de classe et le ralliement inconditionnel au chef, et ce faisant ils mettent en œuvre des méthodes contraires aux vrais besoins de la lutte ; ils préparent le désarroi total, la division et

l'énervement au cas où leur chef ne serait pas au second tour ; et ils préparent dans le cas improbable de sa victoire la reconduction du capitalisme et du bonapartisme.

Ce sont ceux qui mènent la vraie bataille politique contre l'orientation prise par J-L Mélenchon aujourd'hui qui seuls pourront, le cas échéant, agir efficacement pour maximiser son score - ou celui d'autres, car justement la question reste ouverte.

La vraie bataille politique sur les présidentielles.

La bataille politique qu'exigent maintenant les présidentielles doit reposer sur la primauté de la lutte des classes et la défense de l'idée d'un parti démocratique des exploités et des opprimés. Cette bataille politique peut déboucher, ou non, sur un appel au vote Mélenchon, comme le vote pour tel ou tel candidat « de gauche » a déjà pu s'imposer en d'autres circonstances. Mais s'y engager maintenant signifie abdiquer le combat politique le plus nécessaire. Le cas échéant, nous nous battons pour faire gagner Mélenchon contre lui-même.

Nous n'en sommes pas là car l'onde de choc de la prise de conscience, dans le monde du travail et dans la jeunesse, du regroupement du capital derrière Fillon, est loin d'avoir déployé toutes ses conséquences, dans les affrontements politiques, dans les primaires socialistes qui peuvent, ou pas, être saisies par des secteurs de masse, et dans les luttes sociales. En particulier, si la candidature Filoche parvient à être présente dans cette primaire, sa percée peut être une nouvelle redistribution des cartes, favorable à la classe ouvrière.

L'action politique efficace envers les présidentielles, c'est contre Fillon, contre le capitalisme, pour les besoins sociaux, pour un avenir aux enfants, pour une vraie République et pas la V°, pour une vraie union des peuples et pas l'UE, contre la nouvelle Sainte Alliance sanglante avec Poutine et Trump, et derrière aucun candidat à ce stade.

Le 27/11/2016.

Pour nous lire régulièrement, suivez notre site
<https://aplutsoc.wordpress.com/>